



DEPARTEMENT  
DU NORD

-O-

ARRONDISSEMENT  
de VALENCIENNES

-O-

OBJET :

**Indemnités de  
responsabilité des  
Directeurs Généraux des  
Services.**

Date de la  
Convocation :

14 Mars 2019

Date d'affichage :

14 Mars 2019

Nombre de  
Conseillers Municipaux :

En exercice : 33  
Présents : 30  
Votants : 30 + 3P

Vote :

Pour : 33  
Contre : 0  
Abstentions : 0

## EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

du Conseil Municipal de la Commune de DOUCHY-LES-MINES

L'an deux mille dix-neuf, le vingt mars, le Conseil Municipal de la Commune de Douchy-les Mines s'est réuni au lieu ordinaire de ses séances sous la présidence de Monsieur Michel VENIAT, Maire, suite à la convocation qui lui a été faite cinq jours à l'avance, laquelle convocation a été affichée à la porte de la Mairie conformément à la loi.

**Présents :** Michel VENIAT, Jocelyne LOSFELD, Virginie CARLIER, Francis WOJTOWICZ, Éric DULIEU, Cédric NOULIN, Danielle CHOTEAU, André CROMBEZ, Alexandra PULLIAT, Evelyne MATUSZEWSKI, Lionel SANTERRE, François LACROIX, Jean-Luc BALASSE, Bénédicte GOSSE, Jean-Michel MARCAILLE, Sylvie LOIRS, Florence CARBOULET, Mustapha DERRADJ, Régine GUILAIN, Martial BRUNET, Laurence SALVA, Guillaume LECARPENTIER, Betty SOLOCH, Emmanuelle LAGACHE, Séga SOUMARE, Eddy BRAHMA, Rossana CARLIER, Catherine ESTAQUET, Patrick ZIATKOWSKI, Romain MERVILLE

**Excusés :** Mr LEFEBVRE a donné procuration à Mr VENIAT  
Mlle KULCZYCKI a donné procuration à Mr SOUMARE  
Mr TONARELLI a donné procuration à Mme CARLIER R.

**Absents :** -

**Secrétaire de séance :** Mme CARBOULET

### Note de présentation :

Lors de la réunion du Conseil Municipal en date du 21 juin 1988, a été décidée la mise en place d'une prime de responsabilité payable mensuellement dans la limite de 15 % du traitement brut aux Secrétaires Généraux des Communes de plus de 5.000 habitants. Cette dernière a été attribuée nominativement à Mr Patrice LANCIAUX.

Conformément à l'article 2 du décret 91-875, il appartient à l'assemblée délibérante de fixer dans les limites prévues par les textes, la nature, les conditions d'attribution et le taux moyen des indemnités applicables à ces personnels.

La prime de responsabilité des emplois administratifs de direction peut être attribuée aux agents occupant les fonctions de Directeur Général, de Directeur Général adjoint des Collectivités territoriales et des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre de plus de 10.000 habitants.

Le versement de cette prime est interrompu lorsque le bénéficiaire n'exerce pas, pour quelque raison que ce soit, la fonction correspondant à son emploi, sauf en cas de congé annuel, congé pris dans le cadre d'un compte épargne-temps, de maladie ordinaire, de maternité ou de congé pour accident de travail.

Le directeur général adjoint, le secrétaire général adjoint ou le directeur adjoint chargé de l'intérim du fonctionnaire défaillant peut, pendant la même période, se voir attribuer le bénéfice de cette prime dans les mêmes conditions.

Cette prime est fixée à 15 % maximum du traitement brut de l'agent.

Il convient désormais de donner une portée générale à cette décision prise en 1988.

**Projet de Délibération :**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires et notamment son article 20 ;
- Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
- Vu le décret n° 91-875 du 6 septembre 1991 pris pour l'application du 1<sup>er</sup> alinéa de l'article 88 de la loi du 26 janvier 1984 précitée ;
- Vu le décret n° 86-68 du 13 janvier 1986 relatif aux positions de détachement ;
- Vu le décret n°87-1101 du 30 décembre 1987 portant dispositions statutaires particulières à certains emplois administratifs de direction ;
- Vu le décret n°88-631 du 6 mai 1988 modifié relatif à l'attribution d'une prime de responsabilité à certains emplois administratifs de direction des collectivités territoriales et des établissements publics locaux assimilés ;
- Considérant que le Directeur Général des Services, bénéficiaire à titre personnel de la prime de responsabilité, a fait valoir ses droits à la retraite à compter du 1<sup>er</sup> février 2019 ;
- Considérant qu'à compter du 1<sup>er</sup> février 2019, la Commune nommait un autre agent sur l'emploi fonctionnel de Directeur Général des Services ;

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

- CRÉE** la prime de responsabilité des emplois administratifs de direction ainsi proposée.
- DÉCIDE** que la prime de responsabilité prendra effet à compter du 1<sup>er</sup> avril 2019 et sera applicable aux fonctionnaires occupant les fonctions de Directeur Général des Services.
- INSCRIT** les crédits nécessaires au budget de la Commune.

Fait et voté en séance les jour, mois et an que dessus.

Pour extrait conforme,

Le Maire,



*Michel VENIAT*  
**Michel VENIAT**

Délibération rendue exécutoire

par sa transmission au représentant de l'Etat en date du .....

par sa publication en date du .....

*La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de 2 mois, à compter de la présente publication.*